

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DE LA RÉUNION
COMMUNE DE SAINT-PIERRE



ARRÊTÉ MAN0631PG2023

**PORTANT AUTORISATION D'OCCUPATION
 DU DOMAINE PUBLIC DANS LA COUR DU
 THÉÂTRE DE PIERREFONDS DANS LE CADRE
 DE LA JOURNÉE INTERNATIONALE DES
 DROITS DE L'ENFANT
 LE SAMEDI 18 NOVEMBRE 2023**

LE MAIRE DE LA COMMUNE DE SAINT-PIERRE

VU la loi du 19 mars 1946 érigeant LA RÉUNION en Département, ensemble les textes subséquents qui l'ont modifiée ou complétée ;

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales, complétée et modifiée par les lois n°82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi n°83.8 du 7 janvier 1983 ;

VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'organisation et de programmation relative à la sécurité, notamment son article 23-1 ;

VU le Code général de la propriété des personnes publiques, notamment l'article L 2125-1 et suivants, L 2111-1, L 3111-1 ;

VU la loi n° 2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile ;

VU l'article L .2212-2, les articles L.2213-1 et suivants, les articles L.2214-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales ;

VU l'article L 411-1, les articles R 110-1 et suivants R 411-3 et suivants, R411-18, R 411-21-1, R 411-24, R 411-25, R 411-28 du code de la route ;

VU le Code de la Santé Publique R1334-30 à 37 ;

VU le Code Pénal notamment ses articles L.223.1 et suivants, 322.1 et suivants, R.610-5, R.622-2, R.623-2, R.631-1, R.632-1, R.641-1 ;

VU l'arrêté préfectoral n°1969/DRASS/SE en date du 7 janvier 2010 relatif à la lutte contre le bruit du voisinage ;

VU la délibération du Conseil Municipal en date du mardi 21 février 2023, affaire n°23/1072 portant modification de la tarification des redevances d'occupation du domaine public et autres prestations de services ;

VU la demande de l'Association **FÉE MAZINE** en date du 6 septembre 2023 ;

VU l'arrêté municipal DRH2023-169 portant délégation de signature à Madame **Magalie POTHIN**, Directrice Générale Adjointe des Services ;

CONSIDÉRANT que pour le bon déroulement de la **JOURNÉE INTERNATIONALE DES DROITS DE L'ENFANT** organisée par l'**Association FÉE MAZINE**, il y a lieu de réserver le domaine public communal dans la **Cour du Théâtre de Pierrefonds (parvis et terrasse), le samedi 18 novembre 2023.**

ARRÊTÉ

ARTICLE 1/ Dans le cadre de la manifestation intitulée « **JOURNÉE INTERNATIONALE DES DROITS DE L'ENFANT** », l'**Association FÉE MAZINE** est autorisée à occuper le domaine public communal dans la Cour du Théâtre (parvis et terrasse), **le samedi 18 novembre 2023, de 6H00 à 19H00.**

ARTICLE 2/ Les conditions d'occupation de cet emplacement sont les suivantes :

-Son occupation est dépourvue de tout caractère commercial et ne peut en conséquence, faire l'objet ni de cession, ni de location, ni de prêt.-

Sa durée : **cf. article 1**

- **Ouverture au public** : Le samedi 18 novembre 2023, de 14H00 à 18H00

L'organisateur est autorisé à installer sur le parvis du théâtre :

1 bar à sirops maison, de gâteaux, du café et du thé, de 15H à 17H00.

L'organisateur doit s'assurer que le nombre de personnes présentes simultanément sur le site ne dépasse pas 120.

-L'organisateur est tenu de respecter les différentes réglementations liées à l'organisation de la manifestation.

-Il devra s'assurer que l'ensemble des prestataires dispose d'une assurance Responsabilité Civile, ainsi qu'une assurance couvrant les risques d'intoxication alimentaire.

- Etat et entretien de l'emplacement : L'organisateur, devra maintenir en bon état de propreté, l'emplacement concédé et se conformer aux règles d'hygiène et de sécurité. Il ne devra établir aucun dispositif ni utiliser aucun matériau susceptible de compromettre la sécurité et la salubrité publiques.

ARTICLE 3/ Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 4/ Le présent arrêté fera l'objet d'une publication selon les règles en vigueur.

ARTICLE 5/ Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'autorité administrative ayant pris l'acte, Monsieur le Maire, rue Méziaire Guignard - BP342 - 97448 SAINT PIERRE CEDEX ou d'un recours contentieux devant le tribunal Administratif de Saint-Denis, au 27 rue Félix Guyon- 97400 SAINT-DENIS, dans un délai de 2 mois à compter de sa date de notification et/ou de publication.

ARTICLE 6/ Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Commissaire, Chef de la circonscription de sécurité publique de Saint-Pierre, Monsieur le Chef de la Police Municipale, et l'organisateur sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Saint-Pierre, le 10 NOV. 2023

Michel FONTAINE

Pour le Maire et par Délégation
La Directrice Générale Adjointe
des Services

Magalie POTHIN

